

de pouvoir répondre par les armes à ce que nous croyons être du bluff, nous faisons mieux de nous assurer qu'il s'agit bien de bluff, car si ce n'est pas que fanfaronnade, il nous faut être certains que nous pouvons l'accepter comme gage de combat. Ces questions ne sont pas faciles à résoudre; elles ne sont même pas non plus toujours faciles à définir.

Le député de Peel m'a interrogé sur la participation financière de l'Allemagne au programme de défense sous le régime du traité de la communauté européenne de défense. Il s'inquiète aussi (comme nous tous, j'en suis persuadé) des relations commerciales entre l'Allemagne de l'est et l'Allemagne de l'ouest. Pour répondre à la première question: les accords dont nous parlions ce matin renferment des dispositions stipulant que l'Allemagne fera une contribution financière convenable à la défense de l'ouest; pour le moment cette contribution a été fixée (par des contrats passés avec le gouvernement de la République fédérale) à 850 millions de deutschemarks par mois,—le versement est considérable,—et sera assuré par des moyens déterminés, pour le moment du moins.

M. Graydon: Quel est l'équivalent en dollars de ce montant?

L'hon. M. Pearson: Il s'établit, je crois, entre 2 et 3 milliards de dollars pour la première année, je ne connais pas les chiffres exacts.

M. Graydon: Par an?

L'hon. M. Pearson: Cela représente 850 millions de deutschemarks par mois jusqu'à la signature d'autres accords. Le montant sera affecté à l'entretien des troupes de l'OTAN sur territoire et à la création d'une armée allemande pour la Communauté européenne de défense.

En ce qui concerne la question des échanges, l'exploitation économique, par l'Union soviétique de la zone orientale de l'Allemagne est, depuis mai 1948, moins complète qu'elle ne l'était auparavant, et cette région progresse maintenant selon les normes de l'État satellite des Soviets. Les échanges entre l'Allemagne de l'est et les pays de l'Europe orientale augmentent. En 1951, environ 85 p. 100 des échanges de l'Allemagne de l'est étaient censés s'effectuer avec le bloc soviétique. Le 6 mai de cette année, les autorités de l'Allemagne orientale et occidentale ont signé un nouvel accord pour l'échange de marchandises d'une valeur d'environ 25 millions de dollars. L'Allemagne de l'ouest devait fournir de l'acier, du fer, des produits métallurgiques et chimiques en échange de produits agricoles, de bois, de combustibles et de textiles.

[L'hon. M. Pearson.]

En ce qui concerne les matières d'importance stratégique (certaines de ces matières semblent, en effet, plus ou moins d'importance stratégique) il existe, entre les nations libres du monde, un accord général prévoyant que les produits de ce genre ne seront exportés ni à l'URSS ni à ses satellites, lorsqu'ils risqueraient de renforcer le potentiel de guerre des Soviets. Mais, dans le cas d'un pays comme l'Allemagne occidentale, ces termes doivent se comprendre à la lumière des besoins essentiels du commerce entre les deux parties de l'Allemagne, si l'on veut que l'Allemagne de l'ouest maintienne sa stabilité et sa prospérité. Il y aurait également lieu de les comprendre à la lumière des dispositions de la loi américaine sur la réglementation de l'assistance mutuelle interdisant l'exportation de certaines marchandises aux pays communistes par les pays recevant des États-Unis de l'aide d'ordre militaire, financier ou économique.

M. Graydon: Si le ministre le veut bien, je vais lui poser une question. Je m'excuse de l'interrompre et je ne le fais que parce qu'il s'agit d'un sujet très intéressant. Du point de vue des nations libres et du point de vue du commerce et du transport stratégique de matériaux, la ligne de démarcation entre l'Allemagne orientale et l'Allemagne occidentale est-elle considérée comme la ligne qui sépare les pays situés derrière le rideau de fer des pays libres?

L'hon. M. Pearson: Je suppose qu'il serait probablement raisonnable de conclure que ce sinistre mais imaginaire rideau de fer se trouve sur la ligne qui sépare l'Allemagne de l'Est de l'Allemagne de l'ouest, exception faite d'un îlot de liberté et de démocratie à Berlin-Ouest.

Dans son discours, le représentant de Peace-River (M. Low) a parlé des questions commerciales et économiques. Il nous a mis en garde contre une nouvelle imposition de restrictions au commerce avec l'Allemagne par suite de ces accords. Il a donné à entendre,—et je ne voudrais pas fausser le sens de ses paroles,—qu'une des raisons qui ont poussé l'Allemagne dans une guerre d'agression en 1939 était précisément ces restrictions au commerce; c'est pourquoi il désire que nous agissions avec beaucoup de prudence et que nous n'imposions pas maintenant de telles restrictions à l'Allemagne. A cet égard, monsieur l'Orateur, si je me souviens bien, il n'y avait en Europe, en 1939, aucun pays imposant des restrictions au commerce plus sévères et plus exclusives que celles que l'Allemagne nazie s'imposait à elle-même et imposait à ses voisins. J'exprime l'espoir